Politis

CONTESTATION

LES LIBANAISES MÈNENT LA RÉVOLTE

JUSTICE

FIODOR RILOV, EN ROBE DE COMBAT

Politis

CINÉMA

J'ACCUSE, DE ROMAN POLANSKI

N°1576 - DU 7 AU 13 NOVEMBRE 2019



L'ISLAMOPHOBIE EST UN RACISME



IL Y A TRENTE ANS, alors que la France « découvrait », avec l'affaire des lycéennes voilées de Creil, un étrange et nouveau « problème » en son sein, celui du foulard porté par certaines femmes musulmanes, qualifié tout de suite d'« islamique », Pierre Bourdieu s'interrogeait sur cet incident, dans un article au titre révélateur, « Un problème peut en cacher un autre » (1). Il écrivait alors : *« La question patente – faut-il ou non accepter à l'école le port du voile dit islamique ? – occulte la question latente – faut-il ou non accepter en France les immigrés d'origine nord-africaine ? »* La longue histoire, née à l'époque coloniale, des rapports de la France à l'islam, mais aussi de la domination des mœurs et notamment des corps « indigènes », s'est très tôt focalisée sur ce voile porté par les femmes musulmanes, comme le rappelle Hourya Bentouhami (lire ci-contre).
Depuis, l'instrumentalisation ou plutôt le dévoiement de la laïcité dans le débat public masquent (mal) une véritable islamophobie, quand celle-ci n'est pas clairement assumée à l'extrême droite, allant parfois jusqu'à contaminer une certaine « gauche » (lire pages suivantes). Ils permettent surtout de perpétrer cette volonté de domination, désormais post-coloniale, s'exprimant de plus en plus librement sous forme de propos, voire d'actes islamophobes, comme c'est arrivé tout récemment à Bayonne, et s'autorisant des velléités discriminatoires. Ce qui, appelons les choses par leur nom, s'appellent du racisme.

Olivier Doubre

(1) Repris dans ses *Interventions 1961-2001 : science sociale et action politique*, éd. Agone, 2002.

ISLAMOPHOBIE

Loin des arguments invoqués de féminisme et de laïcité, les controverses autour du voile islamique illustrent un refus de la visibilité de l'islam dans l'espace public français, selon HOURYA BENTOUHAMI.

Lena Bjurström*



DR

Hourya Bentouhami
Philosophe

* Membre du Collectif Focus, collectif de journalistes et documentaristes indépendant·e·s (collectif-focus.com)

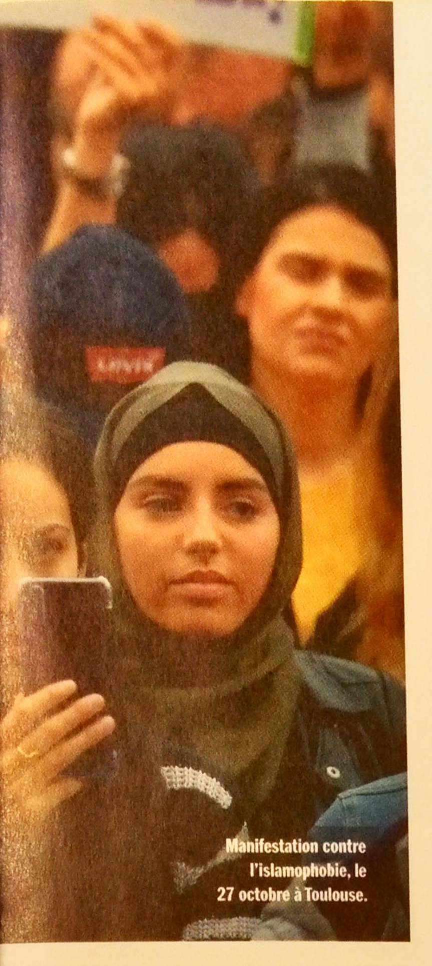
Maîtresse de conférence en philosophie à l'université Jean-Jaurès de Toulouse et membre de l'Institut universitaire de France, Hourya Bentouhami s'inquiète des conséquences possibles de la multiplication des débats sur le voile islamique. Car celle-ci, dit-elle, alimente l'idée dangereuse d'une incompatibilité entre l'islam et la République.

De quand datent les premières polémiques autour du foulard islamique en France ?

Hourya Bentouhami : On fait souvent remonter le début de ces polémiques à l'affaire du collège de Creil (1). Mais, en réalité, cette question de la France et du foulard islamique a une chronologie beaucoup plus lointaine. À l'époque coloniale, le dévoilement des femmes musulmanes était déjà au centre des politiques de « civilisation ». Cette injonction à ôter le foulard – notamment lors de « cérémonies de dévoilement » organisées – était une forme de domination coloniale des mœurs, suivant cette idée qu'en se dévoilant ces femmes montreraient un désaveu de leur culture d'origine, alimentant ainsi une démoralisation des familles musulmanes favorisant l'occupant. Plus tard, il y a eu une importation de cette question du voile sur le territoire français, du fait des migrations post-coloniales. La scène devient dès lors celle de la métropole. Ce sont les affaires de Creil et celles qui ont suivi. Puis il y a un tournant en 2004 avec la loi sur les signes religieux à l'école, qui devait, nous assurait-on, clore les débats autour du foulard. Mais, loin de les clore, cette loi a en quelque sorte ouvert la voie à une légitimation de l'islamophobie, provoquant une multiplication des polémiques, une augmentation de la violence de celles-ci et une extension de l'espace au sein duquel le foulard islamique devrait être absent, au nom de la laïcité.

Quelles évolutions remarquez-vous dans l'articulation du débat public autour du voile ?

Il y a une extension tout d'abord géographique. Au départ, il s'agissait du port du foulard à



Manifestation contre l'islamophobie, le 27 octobre à Toulouse.

« Ces polémiques alimentent un racisme »

l'école, celle-ci étant considérée comme la matrice du républicanisme et donc le lieu d'une certaine idée de la laïcité où les signes d'appartenance à une religion n'auraient pas leur place. Puis il y a eu la question des accompagnantes scolaires, du voile à la plage, dans le sport, en politique… Ce sont tous les espaces de la vie ordinaire qui sont visés. Il y a une forme de suspicion généralisée autour des vêtements des femmes musulmanes et de ce qu'ils seraient censés exprimer. Le lieu d'exercice de la « laïcité » ici invoquée, au détriment de l'idée même de laïcité, est sans cesse élargi, des administrations publiques aux écoles, aux sorties scolaires, aux plages, aux piscines, aux salles de sport, et peut être étendu à l'infini. En réalité, ce qu'on ne supporte pas, c'est la visibilité de l'islam dans l'espace public. Je reprends souvent les termes du sociologue Abdelmalek Sayad en disant qu'une femme voilée est considérée comme une musulmane *« avouée »*. C'est un aveu de souscription à une religion considérée comme infamante. Ce qui est indigne d'apparaître, c'est précisément cette affiliation ostentatoire à l'islam. C'est clairement une forme de racisme. Et qui s'étend au-delà des normes de l'État, des lois, des arrêtés municipaux, puisque des femmes portant le foulard sont insultées dans certains restaurants, leur voile arraché dans la rue. Et les élites politiques, médiatiques ont leur responsabilité dans cette augmentation de la violence. Il y a un blanc-seing donné à l'expression de l'islamophobie, que ce soit en offrant la parole à des personnalités comme Éric Zemmour et d'autres dans les médias ou en alimentant jusqu'au plus haut niveau de l'État ces polémiques – je pense aux mots du ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, qui a déclaré que ce que le voile *« dit sur la condition féminine n'est pas conforme à nos valeurs »*. Et c'est extrêmement dangereux. Certaines personnes se sentent ainsi autorisées à avoir des gestes violents, de répudiation ostentatoire des corps musulmans.

(1) En 1989, dans l'Oise, trois collégiennes sont exclues de leur établissement pour avoir refusé d'ôter leur foulard en classe.

Cette multiplication des polémiques et de leur violence est-elle liée à une évolution du rapport à l'islam dans la société française, notamment depuis les attentats de 2015 ?
On avance souvent que la peur du terrorisme expliquerait le soupçon généralisé vis-à-vis des musulmans. Mais quand Latifa Ibn Ziaten, la mère de la première victime de Mohamed Merah, se voit intimer l'ordre par certains de se dévoiler lors d'un colloque à l'Assemblée nationale, ça transmet un message. On ne cesse de faire coïncider l'identité musulmane avec une identité criminelle. La religion musulmane serait tendanciellement terroriste. C'est bien ce que sous-entend le terme de radicalisation. Quand on parle de radicalisation, on dit qu'il s'agirait de l'expression excessive d'une pratique qui pourrait être reconnue comme légitime si elle était modérée. On sous-entend donc un lien entre terrorisme et islam. Et en faisant coïncider ces deux identités, on alimente la peur de l'islam. Les responsables politiques, au premier chef, ont leur part de responsabilité dans la montée de cette islamophobie populaire. Car ces polémiques autour du foulard alimentent un racisme qui fait opportunément ciment social. À l'heure de la déliquescence des services publics, de multiples grèves en réaction à un néolibéralisme agressif, dénoncer un ennemi commun à répudier est une manière de rendre gouvernable une population en créant une unité, contrant toute autre forme de solidarité qui serait, elle, sociale contre les politiques néolibérales actuelles.

> Les enjeux qui structurent cette polémique n'ont **rien à voir avec la laïcité**, ni avec le féminisme.

Pourquoi une telle fixation sur le foulard spécifiquement, est-ce lié au fait qu'il est porté par des femmes ?
La façon dont sont vêtus les corps masculins fait moins l'objet d'une attention politique et médiatique, notamment parce qu'en contrôlant les vêtements des femmes, on peut revendiquer le faire au nom d'un idéal. Au nom du féminisme. On retrouve là l'héritage colonial d'un certain type de républicanisme répressif, qui lie de façon très étroite la disciplinarisation du corps des femmes musulmanes avec leur émancipation. C'est tout de même paradoxal de prétendre libérer les femmes en voulant leur interdire d'accompagner leurs enfants en sortie scolaire, de travailler dans certains espaces, de faire du sport, tant qu'elles ne renoncent ››› p.8

p.7 ••• pas à porter le voile. Et ce féminisme opportun – car nombreux sont ceux qui ne se réclament du féminisme que lorsqu'il s'agit de légitimer un discours islamophobe – ne s'embarrasse pas de savoir ce que les principales concernées disent du foulard et de leurs raisons de le porter. C'est un legs colonial, l'idée qu'on en saura toujours plus sur cette culture que les membres de cette culture eux-mêmes. On va dire aux musulmanes pourquoi elles portent le voile. On va également leur dire ce que c'est d'être véritablement féministe. Et ce faisant on nie les multiples raisons de porter le foulard, qui peut être une forme d'émancipation et de revendication. On réduit le foulard islamique à une seule signification possible, opportune, qui serait celle de la soumission.

Et il y a une hypocrisie dans l'invocation de cet argument, car au-delà d'être supposément soumises, ce que l'on reproche aux femmes qui portent le foulard, c'est également de faire du prosélytisme. Quand on reconnaît que le voile peut être un choix, un pouvoir, c'est nécessairement un pouvoir de nuisance. Ce serait le signe de leur radicalité, d'une volonté prosélyte, avec cette idée que le fait, pour des enfants par exemple, de voir un voile pourrait les convertir. Le voile serait un outil de propagande. En réalité, les femmes portant le foulard peuvent affirmer autant qu'elles veulent que c'est un choix, pas une soumission, elles ne seront pas audibles. Parce qu'on les jugera embrigadées, victimes d'un syndrome de Stockholm, et qu'il faut donc les libérer contre elles-mêmes.

Qu'est-ce qui se joue finalement dans ces polémiques, selon vous ?

Les enjeux qui structurent cette polémique n'ont rien à voir avec la laïcité, ni avec le féminisme. Ils n'ont rien à voir avec les significations du foulard lui-même. Ce qui se joue là, c'est la question de la visibilité de l'islam dans l'espace public, du refus de considérer qu'il y a un islam français, que les musulmans ne sont pas un corps étranger à la société française. C'est une construction de l'incompatibilité de l'islam et de la République. C'est du racisme, car c'est une manière d'altériser toute une population, de nier toute son histoire de migration post-coloniale.

Quelles en sont les conséquences possibles ?

Ce qui m'inquiète, c'est que tous ces discours banalisés, ratifiés par des gens comme Jean-Michel Blanquer, alimentent sans cesse l'islamophobie, la légitiment. Et je crains que cette réitération systématique d'une supposée incompatibilité de l'islam et de la République ne devienne performative. Qu'elle ne conduise des personnes à se sentir autorisées à commettre des actes toujours plus violents. La semaine dernière, en répondant à un journaliste, j'exprimais ces craintes. Une heure après tombait la nouvelle de l'attaque de Bayonne. J'ai peur d'attentats à l'image de celui de Christchurch (2). Ce blanc-seing donné par les médias et les politiques à une parole islamophobe crée des actes, ça a des conséquences. •

(2) L'attaque de deux mosquées de la ville de Christchurch en Nouvelle-Zélande par le terroriste d'extrême droite Brenton Tarrant, en mars 2019, a fait 51 morts et 49 blessés.

Les deux laïcités de la gauche

Doit-elle être utilisée pour combattre les religions, ou pour les isoler de l'État ? Bien qu'apaisé, le débat dure depuis 1905.

Agathe Mercante

En jargon journalistique, les « marronniers » sont les sujets d'actualité qui reviennent régulièrement : les soldes, le chassé-croisé des vacances, les fêtes de fin d'année, la neige, la galette des rois, un débat sur l'islam et la laïcité… Halloween étant déjà passé, Noël encore loin, et des réformes lourdes de conséquences sociales approchant, c'est sur le voile porté ou non par les accompagnatrices scolaires que la polémique s'est faite cet automne. Premier à ouvrir le bal, le frontiste (soupçonné de recel de détournement de fonds publics) Julien Odoul, qui, le 11 octobre, s'en prenait à une mère voilée venue avec la classe de son fils assister à une séance au conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté. Après d'infinis (faux) débats sur le féminisme, la liberté de culte ou ce-qui-était-souhaitable et ce-qui-ne-l'était-pas en France, le Sénat a enfoncé le clou la semaine dernière en adoptant, par 163 voix, l'interdiction du port du foulard lors des sorties scolaires.

« Il y a une instrumentalisation des enjeux de la laïcité à des fins électoralistes, aux relents racistes », dénonçait la députée Clémentine Autain (La France insoumise) lors d'une conférence de presse donnée pour l'occasion, à l'initiative de la sénatrice Sophie Taillé-Polian (Génération·s), en présence de Sylvie Robert (PS), Laurence Cohen (PCF), Esther Benbassa et Ronan Dantec (EELV). Un temps silencieuse, la gauche a enfin pris position. Le 1er novembre, dans une tribune publiée dans *Libération*, plusieurs dizaines d'élus ont apposé leur signature à côté de celle de la plateforme « L.E.S. Musulmans », du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), du Comité Adama, du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) et d'autres pour dire « Stop à l'islamophobie ! » (1). Une marche est prévue ce dimanche 10 novembre à Paris. Il n'en a pas fallu plus pour faire réagir sur Twitter. *« Cette tribune et la liste de ses signataires, c'est la gauche qui a abandonné la laïcité, la gauche du déshonneur et de la honte »*, a attaqué l'ancien socialiste Laurent Bouvet, cofondateur du Printemps républicain, à qui l'on doit notamment le lancement des polémiques sur le « hijab de course » proposé par l'enseigne Décathlon, le voile d'une militante de l'Unef, etc.

UNE OPPOSITION « GAUCHE-GAUCHE »

Alors que la querelle entre la gauche défendant une laïcité « stricte », qui souhaite réserver à la sphère privée les signes d'appartenance religieuse, et celle qui défend une laïcité plus ouverte a fait rage durant plus d'un siècle, les esprits semblent aujourd'hui s'être apaisés. *« Il n'y a pas de conflit, seulement quelques nuances*, veut croire la députée européenne Manon Aubry. *Je n'ai pas*

2010 : LE PEN FAIT MAIN BASSE SUR LA LAÏCITÉ

La laïcité inscrite dans la loi française en 1905 a longtemps été combattue par l'extrême droite, qui y voyait la victoire des *« sociétés maçonniques »*. En 1996, le FN de Jean-Marie Le Pen, qui organisait des messes traditionalistes à chacune de ses fêtes, commémorait le baptême de Clovis jusque sur ses cartes d'adhérent. Marine Le Pen a rompu avec cette coutume, non sans heurter au départ les catholiques traditionalistes, nombreux dans son camp. Le 21 décembre 2010, dans un entretien au quotidien *Présent*, qui puise son inspiration doctrinale chez Charles Maurras, admire le maréchal Pétain et le général Franco, celle qui est alors candidate à la présidence du FN tente ainsi de les convaincre : *« Il n'y a pas cinquante moyens de lutter contre l'islamisation de notre pays*, explique-t-elle. *Il y a soit la laïcité, soit la croisade. »* La première est, selon elle, *« le seul moyen de refuser la suppression du porc dans les cantines »* et de supprimer les signes distinctifs religieux *« lorsqu'ils sont ostentatoires »*. Car son obsession, elle ne s'en cache pas, c'est bien d'*« éviter l'islamisation de notre pays »* qui, dit-elle, *« est organisée aujourd'hui par l'État »*. Développant totalement sa pensée, elle explique même que *« la liberté, l'égalité et la fraternité »*, dont elle se réclame, *« sont des valeurs chrétiennes qui ont été dévoyées par la Révolution française »*. Et que *« défendre ces valeurs-là »*, c'est se *« donner la possibilité de rechristianiser en quelque sorte »* la France. M. S.

ELKO HIRSCH/AFP

le sentiment qu'il y ait eu de malaise pour signer ce texte. »*

Une ébauche de consensus, donc, mais qui n'empêche pas la gauche d'être en difficulté sur ces questions. *« La laïcité, qui semblait constituer un élément essentiel de son identité, est aujourd'hui brandie comme une oriflamme par la droite dure et l'extrême droite »*, analysait en 2014 l'historien Jean Baubérot (2). Et pour cause : au Sénat, la proposition de loi émanait du groupe Les Républicains, et l'agression –verbale– de l'accompagnatrice scolaire, de l'extrême droite. *« Cela fait trente ans que la laïcité est dévoyée dans le débat public. Quand on voit des élus comme Éric Ciotti la défendre, on se rend bien compte que le débat, c'est d'essayer de rendre acceptable un racisme qui ne saurait jamais l'être »*, estime le député communiste Pierre Dharréville. *« On n'entend pas la droite sur les Églises protestantes qui remettent en cause les fondamentaux de la République, comme la médecine et l'école »*, renchérit Sophie Taillé-Polian. Mais il serait trop facile de cantonner la question de la laïcité à l'archaïque duel gauche-droite. L'usage et l'analyse de ce principe républicain seraient plutôt une affaire « gauche-gauche ». La loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État divisait déjà à l'époque socialistes, radicaux et républicains de gauche.

« C'était le conflit des deux France et un conflit entre républicains », explique Jean Baubérot. Un siècle plus tard, les questions restent les mêmes, à quelques aménagements sémantiques près… *« La question s'est posée, en 1905, d'interdire ou non le port de la soutane dans l'espace public*, rappelle l'historien. *Ceux qui étaient pour l'interdiction avaient les mêmes arguments que ceux sur le port du voile aujourd'hui : "c'est du prosélytisme." Or, en 1905 comme aujourd'hui, ça n'en est que si c'est accompagné de propos prosélytes. »* Une opinion que tous ne partagent pas. Parmi les tenants d'une laïcité stricte, on compte l'ancien Premier ministre Manuel Valls – bien commodément importé depuis ses terres catalanes par différents médias pour l'occasion – et ceux qui plaident pour une intégration dans l'espace social. *« La loi ne dit pas qu'il faut abolir les représentations de la religion dans l'espace public »*, rappelle Dieynaba Diop, porte-parole du Parti socialiste, qui assure que *« cette ligne Valls »* n'a plus cours au sein du parti.

« Cela fait trente ans que **la laïcité est dévoyée** dans le débat public. »

MODÉRER L'ANTICLÉRICALISME

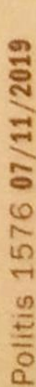
Reste la crainte d'offenser les croyants – et notamment les musulmans – par une trop grande radicalité, notamment sur la question des représentants des cultes. *« La laïcité garantit la liberté de conscience, celle de croire ou de ne pas croire*, estime Pierre Dharréville. *Elle n'est pas une valeur mais un principe politique qui établit que la souveraineté réside dans le peuple. » « Traditionnellement, la gauche combat toutes les religions. Elles ne sont pas, selon nous, des vecteurs d'émancipation*, explique l'ancienne socialiste Sophie Taillé-Polian, *mais cette pensée ne peut pas s'imposer à tous. »* La pratique religieuse, alors, empiète-t-elle sur la souveraineté du peuple ? *« Karl Marx disait de la religion qu'elle était le soupir de la créature opprimée »*, explique Pierre Dharréville, même si le PCF a, lui, toujours entretenu de bons rapports avec les croyants. *« Dans l'esprit des communistes, l'ouvrier catholique n'est pas un ennemi, le patron athée l'est »*, explique Jean Baubérot.

Rassemblement contre l'islamophobie, le 19 octobre place de la République, à Paris.

La tradition anticléricale peine à s'effacer dans les discours de certains. De quoi justifier les propos du philosophe Henri Peña-Ruiz, qui indiquait, à l'université d'été de La France insoumise : *« On a le droit d'être athéophobe, comme on a le droit d'être islamophobe, comme on a le droit d'être cathophobe »* ? Pas franchement. Ce genre de position n'est aujourd'hui plus compris, plus soutenu par la gauche : *« On n'a pas le droit d'être islamophobe, la phobie, c'est la peur, pas la critique raisonnée »*, rappelle Sophie Taillé-Polian. Il ne l'est pas plus à La France insoumise, qui, quelques jours plus tard, a récusé ces propos dans un communiqué. *« On l'a sorti un peu tard, mais on l'a fait »*, explique un cadre du mouvement. *« Si l'on reste à disserter sur l'anticléricalisme d'État, on n'abordera jamais la question des luttes sociales »*, rappelle Jean Baubérot.

Car les renoncements aux lois qui constituent le tissu social français ne sont pas le fait du communautarisme, comme l'aimerait la droite, mais du libéralisme. *« Être libre, ce n'est pas choisir entre s'acheter un Mac ou un PC, c'est accepter qu'il faut convaincre, et non pas contraindre »*, indique l'historien. Être laïque, veut croire la gauche, c'est se revendiquer de la souveraineté du peuple, incarner les valeurs de la République, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, de la fraternité et de la solidarité, aussi. *« Le libéralisme attaque le système »*, estime Dieynaba Diop. Et c'est dans cet individualisme d'État que naissent les communautarismes. *« À la fin, on a l'impression que c'est chacun pour soi, et même plus Dieu pour tous »*, sourit la socialiste.●

(1) Dont *Politis*, par la voix de son directeur de publication, est également signataire.
(2) *La Laïcité falsifiée*, La Découverte, 2014. Il vient également de publier *La Loi de 1905 n'aura pas lieu*, éditions de la Maison des sciences de l'homme.



Télévision : faut-il y aller ?



Sara El Attar le 21 octobre sur CNews, dans l'émission de Pascal Praud.

YOUTUBE/CNEWS

Anasse Kazib et Sara El Attar vont sur les plateaux de CNews ou de BFMTV pour répondre au déferlement haineux et réactionnaire.

Romain Haillard

Il y a de quoi être pris de vertige – ou de nausée, au choix – à regarder le paysage audiovisuel français s'écharper sur le voile. Fin septembre, LCI diffuse en direct et sans commentaire un discours d'Éric Zemmour à la « convention de la droite », grand raout de la droite extrême organisé par Marion Maréchal-Le Pen. Bien que condamné définitivement une deuxième fois pour provocation à la haine raciale quelques jours plus tôt, le polémiste n'est pas boudé par le petit écran. Bien au contraire, l'essayiste lui doit tout. Invité ou chroniqueur vedette, sur le service public comme sur les chaînes privées, le chantre du « grand remplacement » se balade, pour finalement apparaître quotidiennement sur CNews.

Et s'il n'y avait qu'Éric Zemmour… Que dire, quand le prétendu débat sur le voile, en une semaine, a précipité sur les plateaux 286 invités (1) sans jamais faire intervenir les premières concernées ? Simple, diront certains : une télévision, ça se débranche. Mais, même éteinte, le ronron réactionnaire se poursuit sur les chaînes d'information et les réseaux sociaux. Faut-il investir ces lieux hostiles ? Boycotter ou relever le défi ?

« Mes amis me disaient : mais qu'est-ce que tu vas faire à la télé ? » témoigne Anasse Kazib. Figure de proue du mouvement syndical à la SNCF, ce cheminot a une quarantaine de participations aux « Grandes Gueules » (BFMTV) au compteur. Selon ce marxiste révolutionnaire, la lutte se passe sur tous les fronts : *« Le boycott ne change rien du tout. Quoi qu'il arrive, des millions de personnes regardent et écoutent ces médias. »* Surtout, pourquoi se priver d'investir les médias, quand eux-mêmes écrèment la composition de leurs émissions ? *« Ouvrier, maghrébin, issu d'un quartier populaire, je suis tout sauf le profil type des médias. Mais je ressemble davantage aux téléspectateurs que tous ces éditorialistes, économistes ou intellectuels bourgeois »*, souligne fièrement Anasse Kazib.

> **« Le boycott ne change rien.** Quoi qu'il arrive, des millions de personnes regardent. »

Le rhéteur a tout de même décliné une invitation de CNews. *« La venue de Zemmour a suscité une large indignation ; politiquement, ça a le mérite de mettre les pleins phares sur l'islamophobie ambiante »*, analyse-t-il avant de tempérer : *« Mais réfléchissons : ne plus venir sur une chaîne voudrait dire que les autres ont les mains propres ? »*

Moins rodée à l'exercice, mais pas moins éloquente, Sara El Attar a brisé l'inertie des médias télévisuels le lundi 21 octobre. Sur l'émission de CNews « L'Heure des pros », la jeune femme apparaît voilée et tient tête aux véhéments Pascal Praud et Élisabeth Lévy. *« Nous sommes les premières concernées, nous avons été absentes pendant plus de 80 débats, je pense que c'est important que vous ayez la décence de m'écouter et de me laisser terminer »*, lance l'invitée quand son hôte tente de lui couper la parole. L'homme reste figé : savoureux. Il marche sur des œufs. Sara El Attar occupe l'espace. L'entrepreneuse originaire de Gennevilliers n'avait jamais mis les pieds sur un plateau, mais elle connaît les ficelles de la joute oratoire. Avec son association Hashtag Ambition, elle organise des concours d'éloquence pour les jeunes issus de quartiers populaires.

Selon la jeune femme, venir témoigner n'est pas tout le temps une stratégie payante. *« Cyril Hanouna avait invité une mère voilée à son émission, mais elle s'était mal débrouillée, ses détracteurs l'avaient lynchée »*, regrette-t-elle avant de poursuivre : *« Certaines de mes amies pratiquantes se sentent déjà mal dans certains quartiers de Paris, elles ont peur des regards. Imaginez sur un plateau. Tout le monde doit se sentir chez soi, et tout découle de la confiance en soi. »*

Pour Anasse Kazib comme pour Sara El Attar, pas question d'apporter la contradiction à Éric Zemmour. *« Venir à son émission, c'est s'affronter à un champion de sa catégorie. Nous n'avons pas la même rhétorique, pas les mêmes armes »*, estime le syndicaliste. Sur son terrain, le polémiste choisit les règles et surtout les sujets. *« Si je venais, nous parlerions de quoi ? J'aimerais l'entendre sur les autres sujets de l'actualité. Notamment la question sociale ! L'extrême droite et le néolibéralisme font couramment la paire. Si les téléspectateurs, souvent précaires mais en même temps réactionnaires sur l'islam, l'écoutaient sur ces thèmes, ils l'encenseraient peut-être moins. »* Sara El Attar, elle, préfère ne pas mettre une pièce dans la machine : *« L'ampleur de cet homme se mesure à la détestation de ses contradicteurs. Débattre avec lui serait lui faire trop d'honneur. »*

Zemmour ou pas, après son passage remarqué à CNews, la jeune femme ne compte plus se rendre sur un plateau : *« J'ai été contactée par plusieurs médias, dont BFM, mais j'ai décliné. J'ai dit ce que j'avais à dire, je ne compte pas me répéter à propos du voile. Il y a bien d'autres problèmes dont il faudrait parler. »* ●

(1) Recensement réalisé par les journalistes de « Checknews », de *Libération*.